

L'ÉCONOMIE

LES CONSEILS OFFERTS AU MINISTRE

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Madame le Président, je voudrais parler d'une autre ineptie, soit la politique économique du gouvernement. Ma question s'adresse à ce ministre à l'esprit génial, soit le ministre des Finances. Sait-il que le gouverneur Bouey a déclaré au comité sénatorial des finances nationales que:

A mon avis, nous avons presque réalisé notre potentiel économique.

● (1425)

Toutefois, le Conseil économique du Canada a déclaré dans son rapport annuel que:

Le Canada n'utilise pas pleinement ses ressources humaines ainsi que ses fabriques, ses machines et son outillage.

Je demande au ministre quel avis il suit actuellement. Est-ce celui du gouverneur Bouey qui affirme que le Canada fonctionne à plein rendement ou celui du Conseil économique du Canada qui prétend le contraire.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, dans certains cas je ne suis l'avis ni de l'un ni de l'autre. Je veux bien faire comprendre au député qu'en ce qui concerne l'application et la portée de la politique monétaire, comme je l'ai dit si souvent, j'appuie évidemment la Banque du Canada, mais je n'ai pas l'intention de faire des remarques sur chacun des propos que tiennent le gouverneur de la Banque et le président du Conseil économique devant un comité qui les a convoqués. Je n'ai pas l'intention d'agir de la sorte et je ne suis pas chargé d'examiner leurs opinions.

L'INCIDENCE DES TAUX D'INTÉRÊT SUR LA CROISSANCE ET LA PRODUCTIVITÉ

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Madame le Président, il incombe au ministre de vérifier si l'économie tourne à plein rendement, et si ce n'est pas le cas, de décider quelles mesures il convient de prendre. Voilà ce que nous attendons du ministre. Je voudrais lui poser une question supplémentaire avant qu'il ne perde patience. Vendredi dernier le président du Conseil économique a dit au comité des finances que les taux d'intérêt que permet la politique gouvernementale sont trop élevés pour atteindre cet objectif du plein rendement, de l'utilisation optimale de nos moyens de production. Le ministre ne s'inquiète-t-il pas de constater que les taux actuellement en vigueur vont ralentir la croissance réelle et la productivité de l'économie? Actuellement, tout indique que tant que notre économie ne tournera pas à pleine capacité, nous ne réaliserons pas la croissance et la productivité qu'il affirme souhaiter.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, premièrement, si j'ai entendu parler du témoignage du président du Conseil économique par les médias, je n'ai pu en obtenir le texte

Questions orales

intégral. J'ai tenté de me le procurer, car j'ai appris que bien souvent, le texte intégral d'une déclaration renferme des nuances de sens qui échappent au lecteur d'un reportage de presse tronqué. Je n'ai pas lu le témoignage du président du Conseil économique.

Le député parle de la nécessité de stimuler la croissance et de notre politique à cet égard. Il devrait savoir qu'au cours du quatrième trimestre de l'année dernière, le taux de croissance annuelle de notre économie était de 8 p. 100, et qu'il était de 3 à 6 p. 100 au cours du premier trimestre. A mon avis, ce taux de croissance est incompatible avec la lutte à long terme qu'il faut livrer contre l'inflation au Canada. S'il croit sérieusement qu'il faut lutter contre l'inflation, il devrait tenir compte de ces faits dans ses calculs.

L'ÉCART ENTRE L'IMPÔT PAYÉ PAR DES BANQUES ET L'IMPÔT PAYÉ PAR DES PARTICULIERS

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Madame le Président, les données que nous fournit le Conseil économique sur la conjoncture actuelle, sur le fait que l'économie tourne au ralenti, que les ouvriers ne travaillent pas, que les usines ferment et que les espoirs sont déçus, sont rendues publiques et tout le monde peut les consulter; le ministre peut même s'en servir dans ses calculs s'il le désire.

La dernière question que j'ai à lui poser porte sur les propositions qu'il a faites sur une politique fiscale prétendument fondée sur les revenus. Lorsque l'on sait que dans le secteur industriel, les revenus des travailleurs ont augmenté de 150 p. 100 depuis 1970, alors que l'impôt direct sur le revenu des particuliers a augmenté parallèlement de 300 p. 100, tandis que les profits des établissements bancaires ont grimpé de 210 p. 100, alors que leurs impôts n'ont augmenté que de 14 p. 100—j'espère que vous prendrez la peine d'inclure ces données dans vos calculs—comment pouvez-vous parcourir le pays en parlant de punir les travailleurs . . .

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie. Le député devrait savoir qu'il doit s'adresser à la présidence.

M. Rae: Madame le Président, comment le ministre peut-il parcourir le pays en disant aux travailleurs que le gouvernement va faire main basse sur leurs impôts, alors que ceux-ci ont augmenté de 300 p. 100, tandis que ceux des banques n'ont augmenté que de 14 p. 100 depuis dix ans?

● (1430)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député me demande d'expliquer ça. Ce n'est pas bien difficile car à aucun moment je n'ai fait connaître mon intention de faire main basse sur les impôts des travailleurs du pays. C'est le genre d'exagération auquel le député se livre tous les jours, mais qui ne nous aide en rien à résoudre nos problèmes économiques.